

Suivre lenouveleconomiste.fr

**Le nouvel
Economiste.fr**

Entreprises

Affaires publiques

Economie sociale

Art de vivre

Le nouvel Economiste

« Le vivre-ensemble exige de casser les compartiments »

Publié le 03/10/2011 | Mots clés : A la Une, Aménag. du territoire, Diversité, Intellectuel, Politique, Prospective, Sociétal

Cyril Aouizerate, philosophe et urbaniste – A voix haute



S'il y a bien une chose avec laquelle Cyril Aouizerate a du mal, c'est le concept de fatalité. Philosophe par formation, urbaniste par vocation et révolutionnaire par nécessité, il se bat depuis toujours contre la pensée dominante voulant qu'une ville devient intouchable dès lors qu'elle est décrétée esthétiquement parfaite. Selon lui c'est cette vision – particulièrement répandue à Paris, "ville en cours de muséification" – qui contribue à produire une société segmentée, articulée autour d'enclaves de populations clairement identifiées – "les riches avec les riches, les pauvres avec les pauvres" – alors même qu'il en est convaincu : les compartiments, quels qu'ils soient, sont contraires au principe même du vivre-ensemble. Celui qu'invoquent en continu les politiques mais que l'on interdit aux urbanistes de mettre en œuvre au nom de ce que Cyril Aouizerate appelle "l'idéologie du patrimoine" qui fige la ville dans une perfection de vitrine au détriment des nouvelles réalités sociétales. Sa conviction ? Le vivre-ensemble passera par une révolution urbaniste. Une

révolution qui consistera à "accepter l'idée que le monde a changé pour créer des territoires de liberté" urbaine et architecturale. Des territoires où la mixité sociale deviendrait une réalité et le vivre-ensemble autre chose qu'un argument de campagne. Rencontre avec un libre-penseur adepte de Spinoza et du mélange des genres qui ne craint qu'une chose : la tyrannie de la performance et ses effets toxiques sur l'organisme.

“ A l'origine, j'étais parti pour être philosophe – spécialiste de Spinoza – mais je ne voulais pas faire profession de pensée. Je voulais agir. J'ai décidé de bifurquer lorsque j'ai pris conscience du fait qu'en France, la philosophie était réservée soit aux penseurs médiatiques soit au carcan universitaire. J'ai alors cherché un domaine d'application concret pour mes idées. C'est un homme d'affaires qui m'a permis de faire le lien entre mon passé philosophique et l'urbanisme : Alain Taravella, président du groupe Altarea Cogedim. J'ai été son conseiller pendant des années et c'est lui qui m'a tout appris sur la façon de monter un projet et de le financer. A cette expertise, j'ai accolé mon regard de philosophe. Un regard de non-bourgeois. Même si j'en suis devenu un et que j'ai un certain respect pour le terme car, pour moi, être bourgeois c'est aussi prendre le temps de réfléchir et d'être seul, autrement dit, être capable de résister aux impulsions massives et à l'exigence d'immédiateté qui caractérisent l'époque. On l'oublie souvent mais c'est la bourgeoisie qui a impulsé le mouvement de la Révolution. Même si je ne suis pas né bourgeois mais que je le suis devenu par le travail, je m'inscris dans cette sensibilité de rupture. Je suis un fils d'ouvrier mais j'appartiens à une génération où, avec de l'énergie et du travail, on pouvait encore prendre l'ascenseur social. Personnellement, je suis heureux de ce chemin parcouru mais je ne pourrai jamais me contenter de ma petite accumulation de richesses personnelles. L'autre me pose problème. Il me préoccupe au quotidien. Si bien que ce qui m'importe aujourd'hui c'est : que fait-on pour vivre ensemble ?

Vivre ensemble

Je crois que, à notre époque, il ne suffit plus d'utiliser des mots qui font sens dans l'inconscient collectif. Le vivre-ensemble est une très belle marque mais pour l'heure, celle-ci n'existe que sur le plan virtuel. Ce n'est pas une réalité. Paris en est la preuve flagrante : les gens y vivent surtout les uns contre les autres ; c'est le triomphe de l'individualisme. Je ne suis pas contre la revendication de l'individualité et de la différence de chacun, au contraire, mais à partir du moment où l'on s'efforce de définir des choix collectifs, un projet commun de société comme c'est le cas aujourd'hui, on se doit de développer des systèmes de valeurs partagées aptes à nous permettre d'avancer ensemble, dans la même direction.

C'est pourquoi je considère que le vivre-ensemble – non pas tel qu'on le pratique aujourd'hui, à savoir au sens d'incantation politique mais au sens de réalité sociétale – passe par une série de mesures très concrètes. Des mesures qui permettraient de repenser l'urbanisme pour faire autre chose de Paris qu'une ville-musée. Il ne faut pas se leurrer : la mixité sociale passe par une politique de prix plus bas. On ne peut la décréter mais si on densifie l'urbanisme, inexorablement, le prix du m2 baissera. Pour moi il est là le projet de société. Voilà pourquoi je suis convaincu que la volonté de faire du vivre-ensemble une réalité passe par des décisions fermes, fortes et presque violentes parfois. Par la déclaration politique d'un maire qui osera dire : "Pendant 5 ans, je vais faciliter l'obtention des permis de construire et autoriser les bâtiments en hauteur." Dès le lendemain, le prix de l'immobilier aurait baissé de 15 à 20 %, ce qui reviendrait à reconnaître l'autre. Celui qui, pour l'heure, ne peut pas vivre dans cette ville parce qu'il n'en a pas les moyens. Cela permettrait de dépasser cette dimension individualiste pour donner enfin du sens à un projet commun. Cela rendrait le vivre-ensemble possible, tout simplement.

La muséification de Paris

Le paradoxe est saisissant : plus la vie individuelle se vide de sens, plus on manque de dynamique intellectuelle, culturelle et citoyenne, plus on cherche à préserver une part de théâtre en gardant intact le Paris d'avant ; celui d'une époque où il se passait des choses. Comme un bon souvenir. On pourrait établir le même constat sur New York qui était une ville bouillonnante, contestataire et en contrepartie très dangereuse et qui, aujourd'hui, est totalement sécurisée mais où ne subsiste pas la moindre étincelle de créativité et surtout, où le quartier de Manhattan est devenu totalement inaccessible. Même chose à Paris qui est sous l'emprise réactionnaire de ses habitants et de leurs attentes : pas de bruit, pas de chiens, pas de cigarettes, pas de pauvres. Cette volonté de pureté absolue a figé la ville. A croire que le XIXe siècle a marqué la fin de tout ce que l'architecture et l'urbanisme pouvaient offrir de beau. C'est une idéologie : on a décrété que Paris était parfait en l'état et devait rester intouché. Or cette idéologie est totalement contraire à la réalité de la société actuelle. Ce n'est pas en refusant de modifier quoi que ce soit sur le plan de l'urbanisme que l'on répondra aux enjeux d'une époque marquée par le manque de logements et surtout, de logements accessibles. Pour solutionner le problème il faudrait une sorte de plan Marshall qui permette de repenser la ville. De nous décomplexer face à la notion de patrimoine en désacralisant le bâtiment haussmannien, avec ses façades décorées de meringue et de personnages à barbe et à couronne de fruits. Evidemment que c'est très beau ! Mais déclarer ce type de bâtiment exceptionnel au point d'être intouchable relève pour moi du comble de la pensée bourgeoise dans le sens réactionnaire du terme cette fois. Personnellement, je n'ai aucun problème à admettre qu'il faille, dans certains quartiers, détruire des bâtiments anciens si cela peut permettre d'apporter une vraie réponse à la carence de logements.

L'idéologie du patrimoine

Voilà pourquoi le vivre-ensemble passe par une déculpabilisation, par un renoncement à cette idéologie du patrimoine et aussi par une démarche de densification urbaine assumée. Que ce soit via des immeubles de hauteur, des tours ou des ajouts sur des bâtiments anciens. C'est ainsi que l'on mettra un terme au processus de muséification de Paris et que l'on parviendra à réintroduire un peu d'hétérogénéité dans la typologie des Parisiens, laquelle est de plus en plus lisse depuis que la contagion des prix élevés gagne peu à peu tous les quartiers de la ville. Au final, tout est très propre et très beau, certes, mais pour moi ce n'est pas cela une ville. Il existe d'autres villes historiques, comme Vienne, qui ont su réconcilier respect du patrimoine et exigence sociétale en autorisant à ce qu'on construise du nouveau au-dessus de l'ancien. Un peu comme une couche archéologique supplémentaire qui permettrait non seulement de diversifier la population mais aussi de témoigner, à travers une touche de modernité, de la réalité d'une autre génération. Jusqu'à maintenant, seul l'ancien est considéré comme méritant d'être visible et de durer. Mais la génération actuelle compte également des architectes et des urbanistes de qualité qui méritent de laisser une empreinte sur la ville. De s'inscrire dans son histoire. Pour cela, il faut accepter l'idée que le monde a changé et créer des territoires de liberté.

Mixité sociale

Consentir à cet effort, désacraliser la ville en déségmentant ses territoires permettrait de faire du logement social ailleurs que dans les seuls quartiers populaires et désenclaverait les populations en permettant aux enfants issus de familles modestes d'être scolarisés dans de bonnes écoles. Cela aboutirait à de la vraie mixité sociale. A du vrai vivre-ensemble, tel que l'ont connu les générations précédentes. Alors qu'aujourd'hui nous vivons dans une société ultra-segmentée : les quartiers des riches ont leurs écoles et les quartiers des pauvres les leurs, et chacun doit rentrer dans une catégorie. Personnellement, je crois que le vivre-ensemble exige de casser les compartiments. C'est la logique sur laquelle nous avons pensé et conçu – Serge Trigano, Philippe Starck et moi – le Mama Shelter : comme un lieu non-segmentant en lui-même, ouvert à tous, mais surtout, déségmentant pour son quartier : le XXe arrondissement. Il faut savoir que la rue de Bagnolet où nous avons choisi de bâtir notre projet était un quartier où la plupart des Parisiens refusaient d'aller. Depuis l'ouverture du Mama, l'appréciation du quartier a changé. Avec un peu de volonté et d'esprit de rupture, on pourrait reproduire l'expérience dans bien d'autres quartiers de la ville.

Biographie

Cet appartement, je l'ai acheté 230 000 euros en 2002, on m'en propose aujourd'hui 600 000. Je ne trouve pas que cela soit normal. C'est pourquoi je rêve d'une politique qui empêche les prix d'exploser dans de telles proportions.

Pour accepter de ne plus alimenter cette surenchère du prix immobilier au final totalement déconnectée des réalités, il nous faut une dimension d'exemplarité. Il nous faut une élite qui soit capable d'impulser ce genre de dynamique. Or le problème que l'on rencontre aujourd'hui dans notre classe politique tient au fait qu'aucun d'entre eux n'a une biographie. Pas plus à droite qu'à gauche. De même que les intellectuels qui devraient être en mesure de tracer la voie n'ont plus aucune crédibilité au sein du peuple, contrairement aux grands penseurs du XIXe qui, eux, avaient une véritable incidence sur l'opinion publique, ce qui leur donnait une réelle capacité d'influer sur la société. Et je pense que le fait de ne pouvoir se raccrocher à personne plonge le peuple dans le désespoir alors qu'il suffirait de quelques signes forts pour montrer que, même dans une époque complexe, il est possible de construire un destin commun qui dépasse les questions d'identités, de religions, de générations... Tout ce qui segmente et sépare les individus. Possible de replacer au centre des débats cette notion de destin commun qui nous fait défaut.

Barack Obama, lui, a une biographie. Il est fils d'Africains, il a fait des études brillantes et, au terme de ces études, il a décidé d'être animateur social à Chicago. Cela lui confère une exemplarité. De même qu'en France, Charles de Gaulle en avait une. C'est pour cela que nous avons besoin de sang frais, de renouveau. De jeunes dans le sens de gens non-formatés. Pour l'heure, l'univers politique est détenu par des bureaucrates. Des petits bureaucrates.

Identité collective

Plus, faute de valeurs communes pour l'irriguer, on vide l'identité nationale de sa substance, plus les gens tentent de se créer une identité collective. Que ce soit via leur compte Facebook ou via les marques qu'ils portent. Le sentiment d'appartenance à une identité nationale ou républicaine ayant quasiment disparu, on est bien obligé de s'en inventer une. Cela passe par différentes aspirations communautaires – de la religion aux marques en passant par le travail ou le mode de consommation – mais n'a plus rien à voir avec un quelconque projet commun que la société française pourrait proposer. C'est pourquoi je trouve qu'il faut une grande force intérieure pour résister à ces phénomènes et accepter une part de solitude. Quand j'étudiais à Jérusalem, j'ai été amené à faire l'expérience de cette solitude et je pense pouvoir dire que cela a été une des périodes les plus heureuses de ma vie. Et aussi une des plus utiles. Car on a beau être connecté à une communauté – religieuse, professionnelle ou familiale –, la condition humaine reste la solitude. Et ce statut fondamental de l'homme, aujourd'hui, est tabou. Il est nié. Chacun est censé avoir des centaines de copains sur Facebook même si c'est totalement virtuel ; des contacts, du réseau, des connections. On est dans une logique clanique. Et comme le monde est un village, on peut retrouver ces clans quasiment partout dans le monde. Si bien que l'on assiste ainsi à une réduction des possibles, chacun réduisant son périmètre relationnel à une caste – celle qu'il s'est choisie – qu'il peut identifier et retrouver partout : à Paris, New York, Londres ou Bombay. Cette logique d'enfermement volontaire s'accompagne d'une obsession de la mise en scène, chacun devant, sur Facebook ou ailleurs, se rendre visible et influent.

La société de la performance

Ce type de comportements désormais totalement normalisés alimente l'exigence de visibilité et d'immédiateté qui permet à chacun de se revendiquer comme appartenant à la société des gagnants. De ceux qui font des choses, qui connaissent des gens, qui produisent. Ce qui est un enjeu essentiel car il est devenu impossible de faire partie de la société de ceux qui doutent ou de ceux qui sont seuls ; ceux que l'on juge improductifs et que, pour cette raison, on cherche à écarter du tableau urbain.

Pour moi, l'événement qui a marqué le summum de cette violence propre à notre époque est celui de la canicule au cours de laquelle, il y a quelques années, on a laissé mourir 15 000 personnes. C'est plus de morts qu'en Syrie ou en Lybie, et ceci dans une société dite civilisée. On a abandonné à leur sort des gens implicitement considérés comme faisant partie de la frange non-active de la société. On pourrait envisager le même schéma avec des handicapés ou avec toute population non-représentative de la société actuelle et de ses exigences. Personnellement j'ai toujours pensé que les sociétés se jugeaient à la façon dont elles traitaient les plus faibles, ce qui en dit long sur ce que la nôtre est devenue. Pour moi, cet événement est indissociable de la façon dont on vit et perçoit la ville aujourd'hui. A savoir que n'a le droit de rentrer dans cette ville que celui qui a le salaire qu'il faut, l'attitude qu'il faut et qui, dans tous les domaines, dégage cette espèce de puissance que l'on attend aujourd'hui des gens qui doivent tous être beaux, riches, minces, actifs, être allé 10 fois à New York et avoir un super profil Facebook. On est dans une société qui vise à créer un homme moderne le plus lisse possible. Quelqu'un qui ne fume plus, ne boit plus, est productif, sportif, sain, drôle, etc. Du point de vue humain, cette exigence d'accumulation de performances n'a pas de sens. Elle est même intolérable.

Climat révolutionnaire

On ne compte plus le nombre de gens qui s'arrêtent tout simplement. Qui, par la dépression ou le suicide, rejettent cette forme de dynamique folle sur laquelle on prétend construire l'efficacité d'un pays mais qui, en réalité, détruit beaucoup plus qu'elle ne construit. C'est une logique

équivalente à celle que l'on a dénoncée dans la finance et qui a mené à la crise. Celle des produits toxiques et des exigences de rentabilités financières déconnectées du réel et de ses mécanismes. C'est le principe de l'emballement qui a mené aux subprimes. Ce qui me fait dire que tous les ingrédients sont aujourd'hui réunis pour rendre une population révolutionnaire. Ceci dans le même objectif que depuis toujours : s'élever contre la tyrannie.

Certes les composantes de cette tyrannie ont changé mais celle-ci n'en demeure pas moins omniprésente. Elle s'exerce au quotidien sur les individus, par l'attention obsessionnelle accordée au physique, aux performances économiques, aux accomplissements personnels... Or exiger de l'individu qu'il soit performant dans tous les domaines est selon moi totalement impropre à la condition humaine. L'homme a besoin de temps de réflexion et de doute. C'est même selon moi ce qui le différencie de l'animal. Or dans une société telle que la nôtre, tournée vers la rapidité et la performance, ces deux dimensions sont à bannir. Voilà pourquoi, selon moi, cette société de la perfection dans laquelle nous vivons est une folie totale.

MOB

Après que l'aventure du Mama Shelter a abouti, je me suis tourné vers un autre projet. Celui d'un fast-food végétarien qui ouvrira dans un quartier très populaire de Brooklyn début novembre et quelques semaines plus tard rue Charlot, à Paris.

Ce projet est pour moi le point d'intersection entre mon passé de philosophe et d'autres réalisations type Mama Shelter. Je l'ai baptisé MOB, pour "Maïmonide of Brooklyn", Maïmonide étant un philosophe du Moyen Age, médecin du roi Saladin qui, il y a 1000 ans, a rédigé un document exceptionnel dans lequel était expliqué comment combiner les fruits et les légumes pour rester en bonne santé. J'ai utilisé cette philosophie de l'alimentation pour développer un concept de restauration rapide sain et pas cher, fondé sur des sortes de tartes – des "mobs" – ayant la forme des arches du pont de Brooklyn et offrant au consommateur 24 combinaisons, salées ou sucrées, ayant toutes une vertu – détox, énergétique, etc. Un peu comme s'il s'agissait pour moi de sacrifier la nourriture après avoir cherché à désacraliser la ville. ”

Par Caroline Castets

J'aime 12 personnes aiment ça.

A lire aussi

Politique de la ville – Ruineuse et désastreuse

Gueule de bois – L'héritage de Mai 68 n'en finit pas de nous encombrer

Larry Page et le moine copiste

Une réponse à « Le vivre-ensemble exige de casser les compartiments »



Matthieu dit :

03/10/2011 à 18 h 02 min

J'habite moi-même une ville de banlieue (93) car je n'ai pas les moyens d'acheter dans Paris, même si j'en rêverais parfois. Je suis pourtant farouchement opposé à votre vision. J'admets que la construction des tours peut faire baisser les prix, mais ce n'est pas parce qu'elle rétablit de l'offre face à la demande -le nombre de logements créé est anecdotique rapporté au nombre de banlieusards dont je fais partie qui voudraient « entrer »-, c'est parce que cela enlaidit les quartiers (sauf si on parle de tours de standing pour faire du logement, mais je ne crois pas que cela soit le propos).

Si on veut réduire le prix, il suffirait comme vous le suggérez de ne pas entretenir ce patrimoine qui en fait la valeur. Si l'on veut aller encore plus vite pourquoi pas pas remplacer le haussmanien par du béton 60-70's, ne plus nettoyer les rues, ne plus entretenir les parcs, etc. Cela revient à détruire une part de rêve pour la rendre accessible : non-sens.

Pour réduire la pression sur la capitale il faudrait surtout arriver à faire des choses belles dans nos banlieues populaires, pour que leur attractivité déconcentre la pression foncière .
Le véritable défi : créer du rêve ailleurs!